

- 1) En ce qui concerne les emplois de directeur et d'inspecteur général actuellement inoccupés, les données sont les suivantes :

<b>Direction générale</b>	<b>Département Direction</b>	<b>Emploi inoccupé</b>
SG	Département de l'Audit	Inspecteur général mandataire
SG	Département du Développement durable	Inspecteur général expert
SG	Direction de l'Audit des Fonds européens	Directeur
	Direction de l'Audit interne de fonctionnement	Directeur
	Direction des Conditions de Travail	Directeur
DGO1	Direction des Equipements routiers	Directeur
DGO2	Direction de la Réglementation des Transports	Directeur
DGO3	Département du Développement	Inspecteur général expert
DGO3	Direction de la Recherche et du Développement	Directeur
	Direction d'Arlon	Directeur
	Direction des infrastructures de gestion des déchets	Directeur
	Direction de Charleroi	Directeur
DGO4	Direction de l'Aménagement régional	Directeur
	Direction des Bâtiments durables	Directeur
DGO5	Département de la Législation des Pouvoirs locaux et de la Prospection	Inspecteur général expert
	Département de l'Action sociale	Inspecteur général expert
DGO5	Direction de l'Inspection et de l'Aide à la gestion des pouvoirs locaux	Directeur
DGO6	Direction de Liège et du Luxembourg	Directeur
DGO7	Département de l'Enregistrement	Inspecteur général expert
	Département des Successions	Inspecteur général expert
DGO7	Direction de la Manutention	Directeur
	Direction des Contrôles de l'enregistrement	Directeur
	Direction du Contentieux administratif de l'Enregistrement	Directeur
	Direction de l'Etablissement de l'impôt des successions	Directeur
	Direction des Contrôles de l'impôt des successions	Directeur

- 2) En ce qui concerne les emplois de directeur et d'inspecteur général qui seront inoccupés d'ici le 31 décembre 2018 en raison d'un départ du titulaire à la pension (départs prévisibles), les données sont les suivantes :

<b>Direction générale</b>	<b>Département Direction</b>	<b>Emploi qui sera inoccupé</b>	<b>Départ</b>
SG	Direction de la Chancellerie et de la Traduction	Directeur	31/08/2018
DGO1	Département Sécurité, Trafic et Télématique routière	Inspecteur général expert	30/11/2018
DGO3	Département du Sol et des Déchets	Inspecteur général mandataire	30/06/2018

DGO3	Département de la Police et des Contrôles	Inspecteur général expert	31/08/2018
DGO3	Direction de Libramont	Directeur	30/09/2018
	Direction de Charleroi	Directeur	30/11/2018
	Direction de la Nature	Directeur	30/11/2018
	Direction de Namur-Luxembourg	Directeur	31/08/2018
DGO4	Département de l'Aménagement du territoire et de l'Urbanisme	Inspecteur général expert	31/12/2018
DGO4	Services extérieurs - Direction de Liège I	Directeur	31/10/2018
DGO5	Département de l'Investissement	Inspecteur général expert	31/07/2018

- 3) En ce qui concerne les emplois de directeur et d'inspecteur général qui sont actuellement déclarés vacants, les données sont les suivantes :

<b>Direction générale</b>	<b>Département Direction</b>	<b>Emploi déclaré vacant</b>
SG	Direction du Contentieux général	Directeur
DGT	Direction du Financement	Directeur
	Direction du Comité d'Acquisition de Liège	Directeur
DGO1	Direction Fonctionnelle et d'Appui	Directeur
	Direction des Routes de Charleroi	Directeur
	Direction des Routes du Brabant wallon	Directeur
DGO2	Département des Voies hydrauliques de Liège	Inspecteur général mandataire
DGO2	Direction des Etudes techniques	Directeur
DGO3	Direction de Neufchâteau	Directeur
DGO4	Département du Logement	Inspecteur général mandataire
DGO4	Services extérieurs - Direction du Hainaut I	Directeur
DGO5	Services extérieurs - Direction du Brabant wallon	Directeur
DGO4	Département du Logement	Inspecteur général mandataire

- 4) Enfin, le 17 mai dernier, le Gouvernement a approuvé en première lecture un projet d'arrêté fixant le nouveau cadre du SPW.

Je rappelle que ce projet de cadre du SPW à venir est actuellement présenté à la concertation syndicale avant de pouvoir revenir au Gouvernement en seconde lecture. Aussi, il apparaît prématuré de pouvoir en présenter les contours.

L'actualisation et/ou la définition des missions des entités concernées par les propositions de fusion ou de suppression des départements et directions feront l'objet de décisions ultérieures du Gouvernement.

Toutefois, comme je l'ai précisé lors d'une précédente interpellation, le Gouvernement entend à ce que l'ensemble des missions menées par le Service public de Wallonie, et qui ont été réactualisées le 11 janvier 2018 dans le cadre de la modification du contrat d'administration en regard de la Déclaration de politique régionale 2017, soient maintenues.